

(1)

(N° 262^{er})

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MAI 1922.

Proposition de loi relative au logement et au couchage
des ouvriers agricoles.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Cette proposition est la première d'une série de dispositions que nous comptons soumettre à la Chambre, en faveur des salariés de l'agriculture.

Ceux-ci sont malheureusement restés ignorés de notre législation sociale. Certes, ils peuvent bénéficier des subsides destinés à la mutualité, des pensions de vieillesse et, en partie tout au moins, des garanties de la loi sur les accidents de travail.

Seulement, aucun enseignement spécial n'a été organisé en leur faveur, aucune représentation ne leur est assurée au sein des Comices, aucune juridiction prud'homale n'est à leur disposition. Et chose plus grave, aucune loi de protection des travailleurs ne leur est applicable.

Il n'y a pas de disposition législative protégeant la santé de l'enfant ou de la femme se livrant au travail des champs. Rien n'est venu régler les garanties minima à insérer dans les contrats de travail; aucune surveillance ne s'exerce sur la façon dont s'accomplit le travail agricole de plus en plus soumis, cependant, à l'influence des machines; le législateur ne s'est pas, jusqu'ici, préoccupé du repos ou congé, ni de l'hygiène de ces travailleurs.

Il nous a paru qu'il était plus que temps de réparer ces lacunes. Il y a en Belgique, d'après le recensement de 1900, 247,470 ouvriers agricoles. Au point de vue du travail salarié, en Belgique même, il faut en déduire 50,000 franschmannen qui se rendent chaque année en France pour y faire la moisson et un certain nombre de petits cultivateurs, peut être recensés comme salariés, alors qu'ils ne travaillent qu'épisodiquement pour les grands fermiers.

Il y a, sans doute, environ 180,000 salariés agricoles, dont 23 % de femmes. Il est difficile de dire combien il en est parmi eux qui ont leur foyer propre ou

H

qui habitent avec les « maîtres ». C'est par ces derniers que nous avons voulu commencer une tentative de réparation de l'oubli dans lequel les travailleurs agricoles ont été laissés.

*
* *

Depuis la guerre, un peu partout, on s'est occupé d'eux; en France, une Commission spéciale de la main-d'œuvre agricole a déposé, en juillet 1920, ses conclusions favorables à des mesures destinées à leur garantir un logement convenable; en Hollande, à l'Association pour la protection légale des travailleurs, un agronome agriculteur a proposé, à la réunion du 26 février 1921, de limiter à dix heures la durée du travail agricole, avec une activité effective de huit à huit heures et demie; en Tchéco-Slovaquie, la loi des huit heures s'applique à l'agriculture; le Gouvernement italien, à la Conférence de Washington, proposa d'entrer d'une façon générale dans cette voie, mais ne fut pas suivi.

La question de la protection du travail agricole fut renvoyée à la Conférence de Genève qui s'est réunie en 1921; nous ne nous arrêterons pas, en ce moment, à tous les problèmes qui y furent agités.

Nous ne voulons retenir, en ce moment, que les conclusions de cette conférence qui obtinrent l'approbation unanime des participants et qui ont trait au logement et au couchage des ouvriers de ferme. La Conférence a recommandé aux Gouvernements :

« Que chaque membre de l'Organisation internationale du Travail réglemente, s'il ne l'a déjà fait, par voie législative ou autre, les conditions de logement et de couchage des ouvriers agricoles en tenant compte des conditions spéciales, climatiques ou autres, affectant le travail agricole du pays et après consultations des organisations patronales et ouvrières intéressées si de telles organisations existent.

» Qu'une telle réglementation s'applique à tous locaux fournis par des employeurs aux travailleurs qu'ils occupent, que ceux-ci soient logés isolément, en groupe ou avec leurs familles, soit dans la maison des employeurs, soit dans des bâtiments mis à leur disposition par les employeurs.

» Qu'une telle réglementation contienne les dispositions suivantes :

» a) A moins que les conditions climatiques ne rendent le chauffage inutile, les logements destinés aux familles ouvrières, aux groupes d'ouvriers et aux ouvriers isolés devront contenir des pièces pouvant être chauffées.

» b) Les locaux destinés au logement de groupes d'ouvriers devront être pourvus d'un lit pour chacun des occupants et être aménagés et situés de manière à permettre aux ouvriers de prendre des soins de propreté. Des locaux distincts seront prévus pour le logement des personnes de chaque sexe. Dans les locaux occupés par des familles, des dispositions appropriées seront prises en ce qui concerne les enfants.

» c) Les étables, écuries et hangars ne pourront être utilisés comme locaux pour le couchage des ouvriers.

» Que chaque membre de l'Organisation internationale du Travail prenne des mesures pour assurer l'application des dispositions d'une telle réglementation. »

C'est pour répondre à cette recommandation que nous déposons notre proposition. Elle aura pour résultat de relever la dignité des travailleurs de la ferme; l'enquête entreprise par le Département de l'Agriculture, en 1920, a montré qu'en beaucoup d'endroits, le couchage des valets de fermes était tout ce qu'il y a de plus lamentable; en Hesbaye, selon un recensement fait au sein des mutualités, 17 % des domestiques de fermes dorment encore dans une soupenle, derrière les bêtes; c'est à ces situations dégradantes qu'il importe de mettre fin.

Elle marquera aussi le début d'une période qui doit, à l'intérêt général, de rendre au travail de la terre toute la noblesse qu'il mérite; et aidera ainsi au recrutement d'une main-d'œuvre souvent difficile à trouver, actuellement, dans de bonnes conditions.

Ces dispositions ne sont pas nouvelles dans nos lois; le Parlement a, en effet, dû intervenir, il y a peu d'années, dans le même sens, en faveur des briquetiers. Nous espérons donc qu'elles rencontreront une approbation unanime.

J. WAUTERS.

ANNEXE AU N° 262.**Proposition de loi relative au logement et au couchage des ouvriers agricoles.****ARTICLE PREMIER.**

Tout propriétaire d'une exploitation agricole, fournissant le logement à des ouvriers, permanents ou saisonniers, est tenu, dans le délai *d'un an* à partir de la promulgation de la présente loi, de prendre les dispositions indispensables pour assurer dans de bonnes conditions d'hygiène et de moralité, le couchage de ces travailleurs.

ART. 2.

Les étables, les écuries, les granges, les hangars et les réduits ne peuvent servir au couchage des ouvriers. Des locaux distincts sont destinés au logement des personnes de chaque sexe. Chaque occupant dispose d'un lit, de préférence en fer. Ainsi que les objets de literie, les chambres sont tenues en tout temps, en un bon état de propreté, et les locaux sont situés et aménagés de façon à permettre à chaque ouvrier de prendre des soins de propreté et de bien conserver ses habits, son linge et ses objets personnels.

ART. 3.

Les chambres et dortoirs, convenablement clos, doivent avoir un cube

BIJLAGE VAN N° 262.**Wetsvoorstel betreffende de woon- en slaapgelegenheid der landbouw-werklieden.****EERSTE ARTIKEL.**

Elke eigenaar van eene landbouw-onderneming, die aan vaste of aan seizoenarbeiders huisvesting verschaft, moet, binnen den termijn *van een jaar* na de afkondiging van deze wet, de noodige schikkingen treffen om, onder goede voorwaarden van gezondheid en zedelijkheid, de slaapgelegenheid dezer arbeiders te verzekeren.

ART. 2.

Koestallen, paardenstallen, schuren, loodsen en hokken mogen niet dienen als slaapgelegenheid voor de arbeiders. De personen van elk geslacht moeten in afzonderlijke lokalen onderkomen vinden. Elk beschikt er over een bed, bij voorkeur van ijzer. Zooals het beddegoed, worden de kamers te allen tijde zindelijk gehouden, en de lokalen zijn zoodanig gelegen en ingericht dat ieder werkman zich kunne reinigen en zijn kleeren, zijn linnen en zijn persoonlijke voorwerpen goed kunne bewaren.

ART. 3.

De kamers en slaappleatsen, behoorlijk sluitend, moeten een voldoende

d'air suffisant, et comporter les fenêtres nécessaires à une bonne aération et à un bon éclairage. Le sol en est parqueté ou pavé ou carrelé, ou bétonné, ou recouvert de tout autre enduit imperméable. Les murs sont peints ou blanchis à la chaux. Les parois et les plafonds sont construits en matériaux jointifs. Pour les gardiens de nuit des animaux, le logement peut communiquer avec le local d'habitation par une porte munie d'un regard vitré.

ART. 4.

Les locaux occupés par des familles ou des groupes de travailleurs saisonniers, outre les chambres individuelles pour les ménages et les locaux séparés pour les personnes des deux sexes, comportent au moins une salle spéciale munie des meubles et des ustensiles nécessaires, pour servir de cuisine et de salle commune.

ART. 5.

Le propriétaire est tenu aux dépenses d'aménagement immobilier sans qu'il puisse exiger en compensation une augmentation de loyer; les dépenses de mobilier et d'entretien sont à charge de l'exploitant.

ART. 6.

Le Roi détermine, éventuellement, sur proposition des Ministres de l'Agriculture et de l'Industrie et du Travail, les mesures spéciales, indispensables à l'application des présentes dispositions; sont consultés à cette effet, les Associations patronales et ouvrières, ainsi que le Conseil supérieur d'hygiène, le Conseil supérieur de l'agriculture et le

luchthoeveelheid hebben, alsmede de noodige vensters voor goede verluchting en verlichting, met parketvloer of plaveisel of tegelvloer, of betonvloer, of met gelijk welk ondoordringbaar bekleedsel. De muren zijn geverfd of met kalk gewit. De wanden en de zolderingen zijn gebouwd met vastsluitende materialen. Voor de nachtwakers bij de dieren mag de slaappleats met het woonlokaal in verbinding staan door eene deur met een glazen kijkgat.

ART. 4.

Bij de lokalen betrokken door gezinnen of groepen van seizoenarbeiders behoort, behalve de individueele kamers voor de huishoudens en de afgescheiden lokalen voor de personen van elk geslacht, ten minste een bijzondere plaats voorzien van het noodige meubilair en gerei om te dienen als keuken en gemeenschappelijke zaal.

ART. 5.

De eigenaar moet de uitgaven doen voor de inrichting van het onroerend goed zonder dat hij als vergoeding daarvoor eenige huurverhooging mag eischen; de uitgaven voor meubilair en onderhoud zijn ten laste van den ondernemer.

ART. 6.

Bij voorkomend geval bepaalt de Koning, op voorstel van de Ministers van Landbouw en van Nijverheid en Arbeid, de bijzondere maatregelen vereischt voor de toepassing dezer voorschriften; daartoe worden geraadpleegd de Patroons- en Arbeidersvereenigingen, evenals de Hooge Gezondheidsraad, de Hooge Landbouwwaad en de Hooge Arbeids-

Conseil supérieur du travail qui doivent donner leur avis dans un délai de trois mois.

ART. 7.

Les infractions sont passibles d'une peine de 25 à 500 francs d'amende, ou d'un emprisonnement de huit jours à six mois.

En cas de récidive, les peines peuvent être doublées. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sont applicables.

raad, die advies moeten uitbrengen binnen een termijn van drie maanden.

ART. 7.

De overtredingen zijn strafbaar met eene geldboete van 25 tot 500 frank, of met eene gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden.

Bij herhaling kunnen de straffen verdubbeld worden. De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 zijn toepasselijk.

J. WAUTERS.

EDMOND DOMS.

J.-B. PÉRIQUET.

CAM. MOSTAERT.

L. COLLEAUX.

JULES MATHIEU.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MEI 1922.

Wetsvoorstel betreffende de woon- en slaapgelegenheid der landbouwwerklieden.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Dit voorstel is het eerste van eene reeks schikkingen, die wij ons voornemen aan de Kamer te onderwerpen, voor de loontrekkenden in den landbouw.

Onze sociale wetgeving heeft zich met dezen, jammer genoeg, niet bezig gehouden. Zij kunnen voorzeker de toelagen trekken bestemd voor de mutualiteiten, de ouderdomspensioenen, en, gedeeltelijk ten minste, de waarborgen genieten van de wet op de arbeidersongevallen.

Maar te hunnen voordeele werd geen bijzonder onderwijs ingericht, niet de minste vertegenwoordiging in de Comices wordt hun verzekerd, geen werkrechtscraad is te hunner beschikking. En, wat erger is, geen enkele wet tot bescherming der arbeiders is op hen toepasselijk.

Geene enkele wetsbepaling beschermt de gezondheid van het kind of de vrouw die veldarbeid verrichten. Niets werd gedaan tot regeling van de minimumwaarborgen die in de arbeidscontracten dienen ingelascht; geen toezicht wordt er uitgeoefend over de wijze waarop de landarbeid, waarbij de machine nochtans een steeds grootere rol speelt, verricht wordt; de wetgever heeft zich totnutoe nooit gelegen gelaten aan de rust of den verloftijd of de gezondheid dezer arbeiders.

Ons kwam het voor dat het meer dan tijd was deze leemte aan te vullen. Volgens de volkstelling van 1900 zijn er in België 247,470 landbouwwerklieden. Onder opzicht van loonarbeid in België zelf moet men er 50,000 franschmans aftrekken die elk jaar naar Frankrijk trekken om er den oogst te doen, en een zeker getal kleine landbouwers die misschien opgegeven werden als loontrekkenden, dan wanneer ze slechts bij tusschenpoozen bij de groote pachters werken.

Er zijn ongetwijfeld rond de 180,000 landbouwgesalicerden, waarvan 23 t. h. vrouwen. Het is moeilijk te zeggen hoevelen van dezen hun eigen gezin hebben,

of bij de « meesters » wonen. Voor deze laatsten willen wij beginnen met eenigszins de vergetelheid goed te maken waarin men de landbouwers gelaten heeft.

* * *

Sedert den oorlog heeft men zich met hen zoo wat overal beziggehouden; in Frankrijk heeft eene Bijzondere Commissie voor de Landbouwarbeiders in Juli 1920 hare besluiten neergelegd ten voordeele van maatregelen bestemd om hun een behoorlijk onderkomen te waarborgen; in Holland heeft, in den Bond voor de wettelijke bescherming van de arbeiders, een landbouwer-agronoom voorgesteld, op de vergadering van 26 Februari 1921, den duur van den landarbeid tot 10 uur te beperken, met eene werkelijke arbeidslevering van acht tot acht en half uur; in Tsjecho-Slowakije is de achturenwet toepasselijk op den landbouw; de Italiaansche Regeering stelde voor, op de Conferentie van Washington, over het algemeen dien weg op te gaan, maar zij werd niet gevolgd.

Het vraagstuk van de bescherming van den landarbeid werd verzonden naar de Conferentie van Genève, die gehouden werd in 1921; wij zullen thans niet stil blijven bij al de vraagstukken die er behandeld werden. Wij willen op dit oogenblik enkel onthouden de besluiten van deze Conferentie, die de eenparige goedkeuring der deelnemenden verwierven, en die betrekking hebben op de woon- en slaapplegheden van de hoevearbeiders. De Conferentie heeft aan de Regeeringen aanbevolen :

« Dat elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie, op wettelijke of op andere wijze, zoo dit nog niet gedaan werd, de voorwaarden van woning en slaping der landbouwarbeiders regele, met inachtneming van de bijzondere voorwaarden, van luchtgesteltnis en andere, die invloed hebben op den landarbeid van de streek, en na raadpleging van de belanghebbende patroons- en arbeidersorganisaties indien deze bestaan.

» Dat eene dergelijke regeling toepasselijk weze op al de lokalen door de werkgevers geleverd aan de arbeiders die zij aan 't werk hebben, dat dezen afzonderlijk, in groep of met hun gezin, ondergebracht worden hetzij in het huis van de werkgevers, hetzij in woningen door de werkgevers te hunner beschikking gesteld.

» Dat eene dergelijke regeling navolgende bepalingen bevatte :

» a) De woongelegenheden bestemd voor de arbeidersgezinnen, voor de groepen van werklieden of voor de afzonderlijke werklieden, moeten plaatsen bevatten die kunnen verwarmd worden, tenzij het klimaat de verwarming onnoodig maakt.

» b) De lokalen bestemd als woongelegenheid voor de groepen van arbeiders moeten voorzien zijn van een bed voor elk der inwonenden, en derwijze ingericht en gelegen dat de werklieden zich kunnen verzorgen onder oogpunt van zindelijkheid. Afzonderlijke lokalen zullen voorzien worden voor de behuizing van de personen van beide geslachten. In de lokalen ingenomen door gezinnen, zal de passende regeling getroffen worden wat betreft de kinderen.

» c) Stallen, paardenstallen en loodsen zullen niet kunnen gebruikt worden als slaappleaatsen voor de werklieden.

» Dat elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie maatregelen treffe om de toepassing van de bepalingen eener dergelijke regeling te verzekeren. »

Het is om gevolg te geven aan deze aanbeveling dat wij ons wetsvoorstel indienen. Het zal als gevolg hebben de waardigheid van de landbouwwerklieden te verhoogen. Een onderzoek gedaan in 1920 door het Departement van Landbouw heeft aangetoond dat op vele plaatsen de slaapgelegenheid der hoeveknechten allerellendigst is; volgens eene optelling gedaan in de mutualiteiten zijn er in Haspengouw 17 t. h. van de hoeveknechten die nog altijd slapen in een afdakje achter de staldieren; aan zulke schandelijke toestanden moet een eind gemaakt worden.

Het voorstel zal tevens het begin zijn van een tijdstip dat, om het algemeen welzijn, den edelen arbeid te lande weer moet verheffen zooals hij het verdient, en dat het aanwerven zal vergemakkelijken van het werkvolk dat tegenwoordig dikwijls zoo moeilijk te vinden is.

Deze bepalingen zijn in onze wetgeving niet nieuw; enkele jaren geleden is het Parlement inderdaad in denzelfden zin moeten tusschenkomen ten voordeele van de steenbakkers. Wij hopen dus dat ons voorstel de algemeene goedkeuring zal wegdragen.

J. WAUTERS.
